



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Une-mesure-de-transition>

Editorial

Une mesure de transition

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1981 - N° 795 - décembre 1981 -

Date de mise en ligne : mardi 25 novembre 2008

Date de parution : décembre 1981

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

L'ELECTION du 10 mai a été un immense espoir pour une majorité de Français qui ont vu dans les intentions de F. Mitterrand et les projets du Parti Socialiste l'annonce d'une société plus humaine et plus juste.

Les premiers résultats économiques sont éloquentes : le cap des deux millions de chômeurs vient d'être franchi. Pour un gouvernement qui a fait de sa lutte contre ce fléau son objectif prioritaire, ce n'est pas un succès, même si, paraît-il, c'était prévu. Et pour nous qui savons qu'on peut produire beaucoup plus avec la main-d'oeuvre actuelle, une hypothétique « relance » ne nous paraît pas la panacée. Quant à la hausse des prix, qui ne semble pas tellement inquiéter les nouveaux économistes qui nous ont pris en charge, elle galope de plus belle...

Les meilleures intentions du monde, servies par des pouvoirs politiques exceptionnels, vont-elles échouer faute d'avoir su comprendre la nature de la crise économique qui perturbe tous les pays industrialisés ? Un tel échec serait une véritable catastrophe. C'est sans doute la raison pour laquelle une remarquable convergence entre beaucoup de nos lecteurs (des extraits de lettres dans ce numéro en témoignent), la plupart de nos camarades parmi les plus actifs, et nous-mêmes, au cours de nos réunions mensuelles de comparaison du journal, nous a conduits à proposer un plan de transition vers l'économie distributive.

*

L'initiative de ce plan, et l'essentiel des propositions qu'il contient, sont dûs à André Hunebelle, dont la réputation de cinéaste ne doit pas faire oublier qu'il a acquis une grande expérience en matière économique*. Deux de ses articles ont posé les prémisses. En juillet, il nous rappelait que « la crise » a les mêmes causes profondes que celle de 29 : les problèmes posés par la production sont solubles, ce sont ceux posés par sa distribution qu'il faut enfin se décider à aborder. Le mois dernier, il rappelait à nos gouvernants que l'utopie, à notre époque, c'est de croire qu'on va pouvoir revenir au « plein emploi » (sous entendu : pour produire les choses utiles, car on sait bien qu'on pourrait le rétablir en faisant creuser de grands trous avec des cuillers à café...).

Pris par ses obligations, A. Hunebelle ne pourra publier qu'un peu plus tard les détails de son projet. Mais nous sommes conscients qu'il est urgent de faire des propositions constructives. C'est pourquoi notre ami a accepté que je livre dès maintenant les grandes lignes de notre plan afin que nos lecteurs nous apportent au plus vite leur collaboration sous forme d'amendements, de chiffres, d'arguments, etc...

*

La croissance du chômage et la montée fulgurante des prix au cours de l'été, nous ont conduits à prévoir deux étapes.

La première est une mesure d'urgence. Une mesure de salut public envers, d'une part, les chômeurs et tous les jeunes à la recherche d'un premier emploi, et d'autre part envers tous ceux qui, par divers impôts ou taxes, sont amenés à les prendre en charge. Il s'agit d'obtenir du gouvernement que soient créés, à l'usage des chômeurs, qui y auraient accès grâce à une monnaie spéciale, des magasins qui leur procureraient tout ce dont ils ont besoin, au prix coûtant. Comme le fait remarquer notre ami : « les salariés ont accès, grâce aux comités d'entreprise par exemple, à des cantines et à des coopératives à prix réduits, pourquoi pas les chômeurs qui en ont tant besoin ? ». Créer un hypermarché est chose, facile, et rapide, à notre époque. Et créer un circuit de distribution qui permette de l'approvisionner directement par les producteurs est la portée d'un gouvernement entreprenant à qui il appartient d'embaucher le personnel nécessaire.

Cela fera baisser les chiffres d'affaires de ceux qui, à l'heure actuelle, vendent aux chômeurs ? Même pas, puisque ce sont eux, qui, de l'autre main, versent à l'Etat ce qui permet aux chômeurs d'acheter !

*

Cette première étape contient l'amorce de notre plan de transition. Celui-ci consiste, essentiellement, à créer un système économique parallèle, à l'usage de tous les actuels « sans travail », qu'ils soient chômeurs ou « faillis ». Ils sont disponibles : ils pourraient donc travailler à assurer la bonne marche de ce circuit dont la rentabilité ne serait plus l'objectif essentiel : ils travailleraient pour eux.

N'ayant plus à attirer compétitifs pour séduire les clients, ils pourraient même utiliser le matériel des entreprises jugées « dépassées » non rentables, aux yeux du marché.

Bien entendu, un tel circuit ne pourrait pas, du jour au lendemain, se mettre à fabriquer tout ce qui lui est nécessaire. Il faut prévoir des dispositifs d'échanges entre ce circuit parallèle « distributif » fonctionnant avec sa monnaie interne et le circuit actuel du marché à monnaie capitaliste. Mais à la réflexion, ceci est possible. Il ne manque que la volonté de l'entreprendre.

Nos lecteurs auront certainement celle d'aider A. Hunebelle à chiffrer son projet, puis de le défendre auprès de ceux qui détiennent notre avenir entre leurs mains.

* Qui, de 1935 à 1939, fut un des plus intimes collaborateurs de G. Bergery, fondateur du « parti frontiste » et de « La Flèche ».